

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 25 MARS 1980 - No 58 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

LIBÉREZ LES 3 DE MARDYCK !

- Plus de 2 000 travailleurs ont manifesté vendredi à Dunkerque pour leur libération
- Mercredi 26 mars, journée départementale de riposte, dans le nord, à l'appel de la CGT



Vendredi, la manifestation passe devant la prison de Dunkerque où sont les trois de Mardyck.

Cela fait maintenant une semaine que trois ouvriers d'Usinor-Mardyck sont emprisonnés après avoir été licenciés à la suite d'une grève. Peu importe pour la direction d'Usinor et la justice à sa botte que des familles soient privées de ressources, peu importe que des enfants doivent aller voir leur père en prison, peu importe que des familles soient déchirées sur leur ordre. La basse vengeance patronale, telle est la cause de ces emprisonnements. Après la grève qui pendant plusieurs semaines a paralysé une bonne partie de l'usine, après les concessions qu'elle a dû faire, elle a voulu frapper avec l'aide d'une justice faite sur mesure pour la servir.

Que cette direction ait organisé un commando pour tenter de briser par la violence la grève, que la direction d'Usinor-Dunkerque porte la responsabilité de plusieurs dizaines de morts d'ouvriers, de cela, la justice ne se préoccupe pas. Docile au patronat, féroce pour l'ouvrier.

Ces arrestations s'inscrivent aussi dans le cadre d'une attaque de grande ampleur contre le droit de grève et contre les organisations syndicales. Cette attaque contre les libertés accompagne l'attaque contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Elle vise à imposer les bas salaires et le chômage. Elle veut désarmer les travailleurs pour mieux les exploiter.

Il faut briser cette attaque ! Cela passe aujourd'hui par l'exigence de la libération des ouvriers de Mardyck. Il faut faire barrage. Il ne faut pas que des ouvriers puissent être jetés en prison après une grève.

Pierre BURNAND

Lire notre reportage en page 3

Lire en page 5

Tchad : la France doit retirer ses troupes

De violents combats ont eu lieu en fin de semaine à N'Djamena, opposant les Forces armées du Nord de Hissen Habré et ceux des Forces armées populaires de Goukouni Oueddi. Un cessez-le-feu est intervenu dimanche. On dénombre 700 morts à la suite de ces combats. Ces affrontements opposant les troupes du chef du gouvernement à celui du ministre de la Défense mettent gravement en cause la survie du gouvernement

d'union nationale tchadien.

Un soldat français a été tué lors de ces combats. Les troupes françaises stationnées à N'Djamena participent au contrôle du cessez-le-feu. Ces événements viennent rappeler qu'un contingent de 1 200 soldats français continue à stationner au Tchad. Cette présence n'a pas d'autre but que de maintenir l'influence française sur ce pays qui est un des plus pauvres d'Afrique, mais

dont le sous-sol dispose d'importantes ressources.

Le Tchad occupe également une position stratégique en Afrique. Même si le Tchad est l'objet de convoitises extérieures, notamment de la Libye, cet argument ne saurait servir à justifier le maintien des troupes françaises au Tchad. En août 1979, les signataires des accords de réconciliation nationale de Lagos avaient demandé à la France de retirer ses troupes. Aujourd'hui,

cette exigence n'est toujours pas réalisée.

Ce n'est que par lui-même que le peuple tchadien pourra trouver la solution aux dissensions internes de son pays. L'intervention militaire française qui l'est poursuivie tout au long de ces dernières années est une des causes essentielles du chaos que connaît le Tchad. Qu'elle cesse est une des conditions pour que le peuple tchadien puisse disposer de son destin.

Peugeot-Sochaux

Dans les griffes du lion

Une interview du secrétaire du Comité d'entreprise de Peugeot-Sochaux

Lire page 2

Congrès du MRAP 1980

Lire page 7

« Il faut arrêter l'agresseur soviétique »

Une interview de Léonid Plouchitch

Lire page 8

Aciéries de Forez : une victoire du droit syndical

12 ans après son licenciement, un militant CFTD réintégré

Dans les griffes du lion

Interview du secrétaire (CGT) du CE de Peugeot Sochaux

Philippe Marchau - M. MASSON



En 1974, la dernière grève importante à Peugeot-Sochaux. Le système Peugeot mis en place après 1968 avait pour but de casser toute mobilisation importante. Aujourd'hui, la direction en recueille les fruits...

Le suicide de Philippe Marchau, jeune délégué CGT de Peugeot-Sochaux a remis sur le devant de l'actualité ce qu'il est courant d'appeler « le système Peugeot ». Quel système en effet ! Il nous a fallu presque deux heures de discussion avec le secrétaire du comité d'entreprise de Sochaux, élu de la CGT, pour en faire le tour. « Peugeot occupe le terrain », nous a-t-il dit. C'est-à-dire qu'il a mis au point — et sans doute il continue à affiner — toute une machine, idéologique et répressive pour encadrer sa classe ouvrière. La traditionnelle alliance de la carotte et du bâton, mais à un degré si élaboré que l'exemple commence à faire tâche d'huile... et cet innovateur de 1968 a fait des adeptes et intéresse Ceyrac.

La carotte, c'est la mise en confiance par le journal d'entreprise,

L'entretien commence par un exemple de répression : un jeune militant s'est vu infliger trois jours de mise à pied parce que son chef a refusé de vérifier à la Sécurité sociale qu'il avait bien eu un arrêt de travail de son médecin. Finalement, en prud'hommes, le militant eut raison et ses jours lui ont été payés. Puis le secrétaire CGT du comité d'entreprise continue :

« Vous allez me dire : pourquoi Peugeot fait-il tout ça ? D'abord, c'est un jeune militant. Alors on tape d'abord beaucoup plus fort sur les jeunes, pour essayer de les secouer au départ, de les ébranler. C'est la technique. Pour les faire rentrer dans leur coquille, qu'ils soient moins ardents, plus prudents, qu'ils gênent moins, quoi.

Ca dure depuis cinq ou six ans. Elle ne s'attaque pas aux vieux militants qu'elle a déjà testés, mais systématiquement aux jeunes. Par exemple, on a des gars qui ne sont pas mal, qui sont syndiqués. On leur propose un stage syndical... eh bien ça ne traîne pas, le lendemain, le gars est convoqué au bureau du contremaître, et on lui fait le gros baratin : on lui demande de renoncer au stage... finalement, l'année passée, sur une dizaine de gars, il n'y en a eu que deux qui sont allés en stage. Les autres ont abandonné.

Tout ça fait qu'on a de plus en plus de mal à avoir une relève. Il faut vraiment avoir des gars qui en veulent pour avoir des nouveaux !

► Avant, c'était le syndicat tout entier qui était visé ?

— Il essayaient de mettre au point un certain nombre de choses. C'est vrai qu'après 1968, ils ont joué la CFT. C'est faux de dire qu'ils ne jouent plus la CFT. Ils continuent. Ils occupent le terrain. Peugeot, c'est le chef d'orchestre. Il a ses musiciens, qui jouent chacun une partition bien particulière, et ils occupent le terrain.

Il y a la CFT, avec un langage très dur dans les tracts. (un jour, ils ont distribué un tract comparant le travail en fosse au montage des moteurs sur les châssis, aux tranchées de 1914 ! C'était apocalyptique !).

De l'autre côté, il y a la CFTC, vous avez FO. C'est un autre écran et la CGC. C'est autre chose, mais toujours dans le même but. C'est une attaque frontale, totale. Et ça c'est nouveau.

► L'adhésion à la CFT, par exemple, se fait librement ?

— Non, ça dépend des secteurs. Les quatre syndicats ont leurs secteurs forts. Ils ont essayé de voir à quel genre d'organisation chaque secteur s'adaptait le mieux.

Le « bout d'usine » dépanneurs et polyvalents — c'est la CFTC. Ce sont de braves gars, d'origine paysanne souvent... qui considèrent qu'ils sont des gens sérieux et qu'ils ont obtenu quelque chose par leur

par les entretiens sur les conditions de travail, les cours d'économie. Le bâton, c'est la division organisée dans le travail, c'est le fameux DIPO (dossier individuel du personnel ouvrier) et les points qui valent 25 F chacun, et surtout la répression brutale qui tombe sur les syndicalistes qui gênent, leur destruction presque physique. Nous avons vu le dossier de Philippe : sanctions sur le salaire pour le dépassement des heures de mandats tous les mois, avertissements parce que son carnet dépassait de sa poche et qu'il était marqué CGT, mises à pied pour récidives, mises à pied pour manque de respect à son chef... un véritable étai qui se resserrait pour le briser, et qui l'a brisé.

C.M.

sérieux au travail... En « garniture », c'est FO, par le biais de la maîtrise. C'est elle qui fait les cartes. La CFT, elle se retrouve dans les secteurs où c'est dur : à l'emboutissage. C'est du travail dur, alors, son genre d'intervenir durement, ça a plus de prise dans les endroits où le travail est dur.

► Et dans l'usine, on doit pouvoir faire la différence entre le traitement que la direction fait à chaque syndicat ?

— Bien entendu. Par exemple les tracts : quand on les laisse trainer, dans les ateliers, on a des remarques de la maîtrise. Et ils disparaissent systématiquement. Alors que la maîtrise qui est CGC ou FO affiche les informations de ces organisations sur les bureaux des chefs d'équipe... Dans le temps, les papiers de la CGT traînaient partout, maintenant, il n'y a plus rien.

► On a parlé du fameux dossier individuel de Peugeot : il est en place depuis combien de temps ?

— Ça fait déjà un moment. C'est-à-dire qu'au début, on n'a pas agi tout de suite. Il fallait d'abord comprendre. Et puis, ils l'exploitaient tout doucement au début.

► Combien de temps précisément ?

— Il y a au moins déjà deux ans que c'est en route, et ils ont dû le tester avant. Ça doit faire

trois ans qu'ils ont commencé. Ils l'ont appliqué progressivement. D'ailleurs, il fallait former la maîtrise pour pouvoir faire ces entretiens... Parce que je vois, en « garniture », le contremaître, il tient les femmes trois heures de temps... Trois heures de temps ! Chacune individuellement. Et vous savez qu'ils distribuent les points ? Si vous êtes un bon ouvrier, tous les mois, c'est la distribution des points, et un point, ça vaut 25 F !

Comme ça, vous pouvez avoir deux gars de chaque côté de la table, qui font le même travail, et il peut y en avoir qui aura 100 F de plus que l'autre, quatre points, pour faire le même travail.

► Alors, les points, c'est le résultat du fameux DIPO (dossier individuel) ?

— C'est ça. L'appréciation sur chaque travailleur se traduit sur le salaire. C'est assez compliqué. Ils ont établi un document, sur une certaine façon de voir l'entreprise, et au bout du compte, on a des points ou on n'en a pas. Par exemple, je connais des professionnels : ils sont jugés comme les plus qualifiés de leur équipe. Mais comme dans le domaine syndical, ils ont un point, eh bien, ils ont zéro au bout du compte. Alors que d'autres qui sont moins qualifiés ont deux points.

► Quelle est la réaction dans les ateliers par rapport à ça ?

— C'est-à-dire que la réaction, elle s'est forgée depuis dix ans d'inaction à Sochaux. Parce que ça fait dix ans qu'on ne fait rien. Alors, dix ans d'inaction, il s'est instauré un fatalisme. Il faut le dire. On ne peut pas le cacher. Une certaine accoutumance. Politiquement, les gens au fond d'eux-mêmes, ils pensent que ce n'est pas normal, mais ils ne s'expriment pas, ils sont bridés.

Et puis la zizanie a été semée par l'arrivée des autres syndicats. On n'a plus confiance en personne. Moi, je dois dire que sur la liste CFT de mon secteur, il y a des anciens syndiqués que j'avais avant... et puis maintenant, ils ont tourné casaque. Et ce sont ces gars qui sont maintenant tête de liste de ces organisations, c'est quand même malheureux !

► Comment vous analysez ça à la CGT « dix ans d'inaction » ?

— C'est le travail de sape de la direction, petit à petit, jour après jour... Etpuis, je vous dis : ils ont essayé de gagner des gars qui étaient chez nous, pour semer le trouble au milieu des autres gars. C'est sûr que si un gars fait confiance à un autres et qu'il le voit sur une autre liste, il n'ose plus parler. Ça coupe l'activité, ça coupe la fraternité dans les secteurs. Ça fout tout en l'air.

Par que les gars, ils se disent : celui-là, il dit ça mais demain, il va peut-être faire pareil ? Alors, il se renferme. Donc, ce travail de sape de la direction, par le canal de ces organisations, il porte ses fruits.

► Il y a aussi des cours d'économie ?

— Oui, c'est autre chose, mais au fond, c'est lié. Lui aussi systématique. C'est trois, cinq jours parfois. Payés... Syndicalement, le problème est difficile à prendre. Parce que c'est très subtil. Il faut étudier sérieusement et répondre justement par rapport à cette attaque très subtile...

Dunkerque : levée en masse autour des trois ouvriers ignoblement jetés en prison

● Ils étaient plus de 2000 à la manifestation de vendredi 21

● Mercredi 26, dans le Nord, journée départementale de riposte à l'appel de la CGT

«Tiens tu est là, toi aussi !», lancé la patronne derrière son comptoir. «On est toujours là quand il faut», répond l'homme en casquette et blouson qui vient d'entrer avec un groupe d'ouvriers dans le petit distrot donnant sur la place du Minck à Dunkerque. Oui, à nouveau, la solidarité des dockers ne fera pas défaut. Le temps de boire une «petite pinte», et on rejoint bientôt le lieu de rassemblement où la foule se presse déjà nombreuse.

Avec les dockers, les travailleurs du port autonome et ceux de la navale, les sidérurgistes de Dunkerque et Mardyck font le gros du rassemblement. Mais il y a là aussi les gars de chez Lesieur, des ouvriers de la construction... On se reconnaît, on se serre la main. On déploie les banderoles, la fanfare des dockers se met en place en tête du cortège. A nos pieds, le port de pêche qui nous envoie ses odeurs de mer et de poissons, et derrière, au loin, la masse imposante, grisâtre, du «Tenaga Tiga», métanier qui a été lancé dimanche dernier aux Chantiers de France. Le ciel est clair, et le soleil de la partie malgré le froid. On le sent : avec une détermination qui se lit sur tous les visages, il règne ici, à l'évidence, comme une sorte de bonne humeur et de fraternité. Il faut dire qu'une telle manifestation qui rassemblera plus de 2 000 travailleurs ne s'était pas vue à Dunkerque depuis bien longtemps. Et chacun pouvait se réjouir de voir fraternellement réunis les deux unions locales CGT, Union locale de Dunkerque et Union locale Maritime des dockers, trop souvent séparées par des divisions artificielles et des malentendus.

Ceux de Mardyck arrivent, groupés. Hier, jeudi, des débrayages de deux heures par postes ont eu lieu, le matin et l'après-midi, et ils se sont poursuivis cette nuit. Cela témoigne d'une répercussion certaine de la mobilisation à l'intérieur de l'usine, mais, néanmoins, la participation de ceux de Mardyck demeure insuffisante : une cinquantaine de travailleurs du poste du matin, une centaine des équipes de nuit et d'après-midi, en tout 150 ouvriers venus en bus. Le climat de répression développé à l'usine par un patron de choc y est sans aucun doute pour quelque chose. Mais la manifestation d'aujourd'hui, en mêlant

fraternellement les sidérurgistes de Dunkerque et de Mardyck ouvre certainement la voie à une unité plus étroite entre les travailleurs des deux entreprises d'Usinor et entre leurs deux syndicats CGT. «Etre ensemble avec ceux de Dunkerque, ça fait du bien !» me dit un syndicaliste de Mardyck : eh oui comme le dit le proverbe, l'union fait la force.

COMME DE VULGAIRES CRIMINELS...

De la place du Minck au Palais de Justice, la manifestation qui ne manquait pas d'ardeur va ainsi se dérouler à travers Dunkerque durant une heure et demie. En passant devant les portes de la prison, où se tiennent frileusement et sans doute peureusement serrés une di-

l'une d'entre-elles me raconte : «C'était lundi matin, mon mari était convoqué à 8 heures au commissariat. Il y va, je n'avais pas de raison de m'inquiéter. A 9 heures, il me dit qu'il est convoqué chez le juge d'instruction au Palais de Justice. J'y vais à 2 heures, j'attends une heure et à 3 heures, il a été emmené avec les autres. Ils avaient les menottes aux poignets...» Oui, c'est bien cela qui est profondément révoltant : trois ouvriers arrêtés et jetés en prison comme s'il s'agissait de vulgaires criminels dangereux qu'il faudrait rapidement soustraire à la société. «Je ne me laisserai pas faire !» me dit-elle. Son mari vient de Denain. Il travaillait à Mardyck depuis quatre ans : aujourd'hui il est en prison et a perdu son travail :

La CFDT était absente de la manifestation de vendredi, mais pas de nombreux adhérents et militants : ainsi la section CFDT du Port autonome était là et celle des chantiers de France a également manifesté sa pleine solidarité. Au nom de l'union locale CGT, Jean-Paul Guérin soulignera le caractère positif de la protestation verbale du syndicat de la métallurgie CFDT de la région dunkerquoise, ainsi que la solidarité militante de la section CFDT du PAD. Certes, il n'est pas trop tard pour que l'union locale CFDT de Dunkerque s'engage pleinement dans l'action aux côtés de la CGT pour que trois ouvriers frappés par la jus-

tice que classe soient rapidement libérés et rendus à leurs familles. Le 19 mars dernier, Edmond Maire déclarait au micro de France-Inter qu'il fallait «retisser doucement le tissu unitaire sur les problèmes les plus concrets, les plus immédiats». L'ignoble arrestation des trois travailleurs de Mardyck n'est-elle pas au plus haut point un problème concret immédiat ? Oui, il faut une action unie et vite, pour élargir la riposte et lui donner plus de poids. La refuser c'est frayer le chemin à la désagrégation du syndicat. Aucun cégétiste ne peut accepter cela sans réagir.

R.D.

zaine de flics en imperméables noirs, les manifestants lancent à pleine voix le mot d'ordre : «Libérez nos camarades !». Cette fois-ci, la fanfare des dockers qui ouvre le défilé s'est abstenue de jouer. A ce propos, cette fanfare et ses airs tonitruants étaient-ils vraiment très indiqués pour une manifestation de riposte à l'arrestation de trois ouvriers ? On peut en douter, comme on peut regretter que les manifestants aient dû au sens propre, élever fortement la voix pour parvenir avec difficultés et épisodiquement à couvrir la musique militaire de la fanfare.

En tête de la manifestation, très dignes, les femmes des trois travailleurs ignoblement jetés en prison.

des coups de force à coups de commandos organisés depuis le Navotel... C'est le procès de François (directeur d'Usinor Mardyck) qu'il faut faire, François pour qui l'anticégétisme est une véritable névrose obsessionnelle». Guérin rappellera avec raison quelques affaires rapidement enterrées : où en est l'instruction concernant l'autobus qui, par ordre patronal, avait foncé sur les grévistes de la SADO, blessant une personne ? Pourquoi a-t-on classé l'affaire de la Navale qui avait vu la mort atroce d'un jeune ouvrier écrasé par un poste à souder qui ne devait pas se trouver à bord comme le reconnut le patron lui-même qui invoqua une «économie de transport» : «Oui, ici à Dunkerque les patrons ont les mains pleines du sang des travailleurs pour leurs profits» lancera Guérin. Il conclura son intervention en disant : «Notre détermination est à l'égal de la provocation qui nous est faite. C'est toute la classe ouvrière qui est gillée, nous continuerons donc à amplifier notre riposte». Apportant le salut du bureau confédéral, Gérard Gome, secrétaire confédéral déclarera avec raison : «La lutte doit et va se poursuivre en menant de front le combat pour les libertés et le combat revendicatif».

D'ores et déjà, une journée régionale de riposte à la provocation patronale et de défense des libertés dans les entreprises est organisée le mercredi 26 mars dans le Nord par l'union départementale CGT. Elle se traduira par des débrayages et des délégations portant des motions dans les préfectures et sous-préfectures.

Avant la dispersion de la manifestation, Roger Gouvard, le représentant CGT des dockers, devait appeler avec opportunité à la solidarité financière avec les familles des emprisonnés et, joignant le geste à la parole, il fit aussitôt un premier versement au nom des dockers aux épouses des trois ouvriers. Nous répercutons à notre tour cet appel ; envoyez les fonds à l'union locale CGT de Dunkerque, 8 rue de la Paix, 59 140 Dunkerque, en précisant : pour les familles des trois ouvriers emprisonnés d'Usinor-Mardyck.

Rémi DAINVILLE

La Bretagne en noir et en colère

Le mazout atteint le Finistère

Le plan Polmar vient d'être déclenché à Quimper. En effet, la marée noire s'étend, selon la préfecture de Quimper, de Guissény à Locquirec. Un PC fixe se tient à la préfecture du Finistère et un PC opérationnel a été établi à la subdivision de l'équipement de Morlaix. Des irisations et des boules de mazout continuent de sortir de la partie avant du Tanio immergée par 80 m de fond avec 10 000 tonnes de mazout. Pendant ce temps, le gouvernement attend toujours la décision du propriétaire pour faire quoi que ce soit. Une grande marche de protestation avait lieu dimanche après-midi de Trégastel à Ploumanac'h à l'appel de dix-huit organisations politiques, syndicales et comités de vigilance.

Dans le Finistère aussi la préfecture a tardé à déclencher le plan Polmar, pourtant les plages de Brignogan, Kerlouan, Plouescat, Roscoff étaient déjà atteintes bien avant A Brignogan, les viviers sont pollués, les pompiers ont dû détruire 1 tonne d'huîtres, des crabes, des araignées, des homards vidés du vivier du mareyeur Tanguy. La réaction des habitants est quasi unanime «ce coup-ci, il ne faut pas compter sur nous» disent-ils. «Ramasser ? d'accord disait un jeune, mais à condition qu'on me paie le même prix qu'un CRS à Plogoff». Un marin-pêcheur de Mogueric se rappelant l'Amorco Cadiz : «c'est vraiment pénible, de main on va prendre la mer mais il va falloir changer de coin. Beaucoup de collègues, sont revenus avec des casiers tout englués ; alors on va essayer à l'Est de Guernsey. De toute façon, pour nous pas question de s'arrêter ; la dernière fois on a bien vu, avec les indemnités ridicules qu'on a eu on ne pouvait compter que sur nous mêmes». A la suite d'une réunion débat à Paim-

pol consacrée à la marée noire, une trentaine de responsables de comités, de syndicats et d'organisations politiques ont pris la décision d'organiser un vaste rassemblement à la salle des fêtes de Paimpol, le mercredi 26 mars à 17 h. Ce rassemblement s'adresse à tout le canton de Paimpol, ainsi qu'aux cantons limitrophes. Il a été demandé aux commerçants de faire de Paimpol une ville morte à partir de 17 h.

De Trégastel, à Ploumanac'h 18 organisations auxquelles se sont ajoutées la FDSEA et le Centre des Jeunes Agriculteurs appelaient à une marche. «La prochaine fois s'il le faut nous serons cinq mille. Nous avons voulu réveiller les pouvoirs publics». C'est ce qu'ont déclaré les cinq habitants de Trégastel qui avaient déversé du mazout devant l'Elysée, à leur arrivée à Trégastel, sous les applaudissements de la population. Il semble bien que le découragement se transforme en action, en lutte. «Plus jamais la Bretagne en noir».

Léon CLADEL

Besançon : Jean-Claude Martey, délégué CFDT, libéré

Jean-Claude Martey, délégué syndical CFDT qui avait été emprisonné et inculpé de coups et blessures envers les forces de l'ordre, a été remis en liberté samedi. C'est là un résultat de la mobilisation qui s'est développée à Besançon avec comme fait notable la réalisation d'un accord CGT, CFDT et FEN pour une manifestation ce lundi. Cette manifestation est maintenue, les inculpations contre Jean-Claude Martey étant maintenues et d'autres faits de répression se poursuivant, notamment jeudi le procès des militants CFDT de Borel-FORETEF.

Pour téléphoner au Quotidien du Peuple

205-51-10

En guise d'oraison pour Marcel Boussac

Haut-de-forme gris perle, pur-sangs, Rolls, cigares, Marcel Boussac : la fin d'un monde ? Celui des fortunes insolentes, des patrons autocrates de droit divin et du « paternalisme » social. C'est du moins le commentaire suggéré en guise d'oraison funèbre par les observateurs les plus critiques (les autres célèbrent avec indécence un grand homme, un « gagnant »).

Finalement, le « vieux Marcel » n'aurait plus été qu'un anachronisme, une caricature pour brochure de la CGTU, un résidu désuet des « deux cents familles »...

Le fait est que la disparition du « roi du coton » vient rappeler et souligner, avec le recul des décennies, la fin d'un époque : l'impérialisme français n'est plus ce qu'il était.

D'ailleurs, les dernières années du règne Boussac avaient été celles de la chute : les Frères Willot, Hersant et l'Agakhan s'étaient déjà partagés les restes. Pour le monde des affaires, il était déjà mort. Il ne restait au pauvre homme qu'à ruminer sa faillite et à profiter des joies simples que peuvent encore procurer une rente annuelle de deux millions de francs, un château dans le Loiret, 600 m² d'appartements à Neuilly, une propriété à Deauville et autres bricoles. Une misère somme toute lorsqu'on a été connu comme le détenteur de la plus grosse fortune de France. « C'est un aventurier solitaire de la fortune qui vient de disparaître », entend-on. Solitaire ? Vraie. Car à cette disparition, on aurait tort de conclure, abusé par le relatif anonymat à l'abri duquel « croissent et se multiplient » les modernes confiscateurs de la richesse, que quoi que ce soit de fondamental aurait changé dans le système qui engendre les Boussac.

L'histoire du groupe Boussac et de la fortune de son propriétaire est tout à fait exemplaire tant elle est étroitement liée à celle de l'impérialisme français. Tout commence avec 14-18. A 25 ans, chemisier parisien, installé avec le capital paternel, le jeune Marcel se trouve déjà du bon côté du manche : dispensé de boucherie (à cause d'une mauvaise santé qui ne l'empêcha toutefois pas de dépasser les 90 ans), il consacre son talent à habiller le poilu. C'est comme fournisseur des armées alliées qu'il fait son entrée dans le gratin de la finance et du monde politique. (Il n'y a pas que pour lui que 14-18 aura été une chance inespérée, au moment même l'ingénieur André Citroën reçoit la jouissance des usines du quai de Javel — juste récompense des services rendus comme fabricant d'armes).

UNE HISTOIRE EXEMPLAIRE

Speculateur heureux et acquéreur à vil prix des entreprises textiles éreintées par la crise, monsieur Marcel fait son chemin dans le coton. La deuxième guerre n'arrêtera pas la marche des affaires. Simplement cette fois-ci, c'est le Reich qui sera client.

On évoquera bien le cas Boussac à l'occasion du procès des chefs de la Gestapo en France. Ceux-ci auraient fait état de services rendus aux nazis par l'industriel.

Mais que reprocher à Boussac ? N'a-t-il pas fait ce qu'ont fait presque tous

ses pairs y compris en siégeant au Conseil national de Vichy ?

A la Libération, l'extension capitaliste du magnat du coton se poursuit. Elle atteindra 25 000 salariés, plus de soixante usines, plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires et une fortune personnelle estimée à quelques 400 millions de francs. En 1951, il devient patron de presse avec l'achat de *'Aurore'* et un des hommes forts de la IV^e République.

Grandeur et décadence : parmi les mutations — obligées — qui s'opèrent sous le signe du gaullisme, la fin de la colonisation marquera une des lignes de faille de l'empire Boussac. Ce ne sont pas seulement comme pourvoyeuses de matière première que les colonies intéressaient Monsieur Marcel. (Culture extensive du coton ou de l'arachide au détriment des cultures vivrières qui est une des causes de la sous-nutrition et de la famine), mais également comme marché protégé pour écouler sa camelote à l'abri de la concurrence étrangère.

Il suffira d'évoquer la carrière anti-gaulliste dans le sens passéiste et le sionisme militant de *'Aurore'* pour dire l'impardonnable et persistante inadaptation politique dont fit preuve son patron.

EN RETARD D'UNE MUTATION

Signe des temps, l'homme qui portait sa casaque contre De Gaulle aux présidentielles de 1965, Lecanuet en est réduit aujourd'hui

d'hui à discuter la mort dans l'âme des droits nationaux du peuple palestinien et les partisans à tout crins, de l'Algérie française dont Giscard n'est pas le moins prestigieux, conduisent aujourd'hui une politique que le général ne renierait pas — nécessité fait loi.

La faillite industrielle et financière de Boussac procède pour une large part, de la même sclérose : investissement à l'étranger, Marché commun, diversification des activités, technologies nouvelles, autant de chevaux gagnants que le vieux Marcel n'a pas su inscrire dans son tiercé comme l'ont fait avec

Ce qui est vrai, c'est qu'avec la fin de son empire, a disparu une représentation exemplaire, un concentré du système d'exploitation capitaliste.

Entre la cité ouvrière des Vosges, les bas salaires et les conditions de travail « garanties Boussac », et le luxe sûr de lui et dominateur de ce capitaliste-homme public on avait une représentation assez complète de l'étendue des inégalités. Aujourd'hui, la fortune pour durer, se fait discrète et surtout l'entreprise n'fre à la connaissance des travailleurs qu'une représentation tronquée de la réa-

lité sociale. Et tronquée par le haut, bien sûr. Tout un écran bureaucratique dérobe aux regards les principaux accapareurs de la plus-value. Il faut les hasards d'un fait divers pour apprendre que le moderne capitaliste qu'est le baron Empain claque en une soirée au Casino, ce qu'on gagne à peine en un an dans ses usines.

qu'il faut réduire, c'est la hiérarchie des revenus salariés qu'on désigne comme seul champ d'application. D'ailleurs, à envisager les choses sous un angle aussi limité, on ne saurait considérer la volonté giscardienne de réduire les inégalités comme un simple ornement de discours. Le tassement du pouvoir d'achat des catégories moyennes et inférieures des cadres témoigne d'une certaine efficacité de cette politique.

Mais les inégalités c'est tout autre chose : dans la société française, elles vont pour ce qui concerne la for-

maison et tout l'esprit Boussac pourraient bien trouver une nouvelle peau dans la solidarité-consensus de Giscard et la doctrine sociale d'un CNPF qui cherche à chasser les syndicats de l'entreprise, qui prêche le dialogue et la responsabilité individuelle (individualiste) des travailleurs pour mieux les exploiter et qui investit directement l'éducation nationale.

« Y'a plus de Boussac » un commentaire qui s'empare des changements de forme du système d'exploitation capitaliste pour tenter d'en masquer la pérennité. Et comme en écho — à



bonheur des Prouvost ou des Michelin.

« Y'A PLUS DE BOUSSAC, Y'A PLUS DE PROLETARIAT »

Voilà donc que disparaît un vestige. L'occasion est bonne pour qu'on nous surprenne sur l'air de *'Démocratie nouvelle'* et de la réduction des inégalités « Y'a plus de Boussac ».

Quand on nous fait des discours sur les inégalités

tune de 1 à 1 000.

Ici, on voit que Boussac le milliardaire n'est pas le vestige d'une race en voie d'extinction naturelle. Et ces inégalités, loin de disparaître, s'aggravent.

On nous présente aussi Boussac comme le tenant d'une doctrine sociale révolutionnaire. Sans doute, encore que son paternalisme anti-syndical, son « écoute permanente de l'ouvrier » pour ne rien lui céder, ses écoles-

gauche — on nous ressasse « Y'a plus de prolétariat ». Bref, seuls les attachés et les durs d'oreille se refusent à admettre que Boussac n'était qu'une caricature jaunie pour brochure de la CGTU. Aujourd'hui, c'est différent, il faut ranger au placard les vieux schémas de la lutte de classe, tout est à réinventer. Ben voyons!

Pierre MARCEAU

UDF : le congrès du juste milieu

Les petits soldats du « juste milieu » ont tenu un congrès ce week-end à Orléans. Conglomérat de partis sans grande consistance, l'UDF a manifesté à cette occasion l'ambition de devenir le « noyau dur de la vie politique française ». Sûrs d'avoir avec Giscard le numéro gagnant pour 1981 les deux milles et quelques délégués et quelques délégués et leurs ténors nationaux se sont efforcés de développer le thème du gouvernement « au centre » sans toutefois s'éloigner beaucoup de la paraphrase du discours présidentiel. Gouverner la France « au centre, et non pas contre la gauche », Soisson,

ministre des Sports donnait le ton très consensus national des débats. Le radical Bariani précisait l'intention en expliquant : « Le PS ne participera un jour au pouvoir que si l'on prend en compte ses préoccupations ». D'ailleurs au cours de ce 11^e congrès UDF, les alliés RPR d'aujourd'hui et ceux, socialistes, souhaités pour demain, auront été préservés des coups, le PCF étant la seule cible politique vigoureusement attaquée.

Outre les variations sur les thèmes connus de la participation, des défis posés par un monde en mutation la

nouvelle croissance, l'intervention de Poniatowski aura été l'occasion d'une brillante extrapolation des thèses giscardiennes. Désormais ce n'est plus seulement la France mais le monde qui « veut être gouverné au centre » et ayant fait le constat que Marx et Keynes sont morts, il poursuivait « tout est à reconstruire idéologies et économies », un programme qui n'est pas pour effrayer les « bâtisseurs » que sont les giscardiens.

Quant au chapitre attendu de la politique française au Moyen-Orient, il n'aura pas fourni d'incident majeur.

Certes, il y eu des mises en

garde dans la tradition pro-sioniste du genre : « Si Israël s'effondrait, je ne donnerais pas cher de nos libertés et de notre survie ». Mais pour l'essentiel l'UDF a l'exemple de ses leaders en est réduite — bon gré mal gré — à tenter d'imposer des amendements et des restrictions « aux droits légitimes des Palestiniens ». Et encore ce n'est pas Lecanuet qui est le plus exigeant. Même la fougue pro-américaine qui s'était manifestée au récent congrès du CDS a été corrigée en baisse. L'UDF mérite bien ses galons de parti du président.

P.M.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »
Société Générale 200 208 66

Aciéries du Forez (St-Etienne) : 12 ans après son licenciement, un militant CFDT réintégré

Une victoire du droit syndical dans l'entreprise

Après plus de 12 ans d'une bataille syndicale et judiciaire sans précédent, Pierre Fleurance, comptable aux Aciéries du Forez à Saint-Etienne (Loire), licencié en 1969 abusivement par son employeur, car devenu représentant syndical CFDT au Comité d'Entreprise, a été réintégré dans son emploi. C'est ce qu'a décidé la Cour de Cassation. Une belle victoire après 12 ans d'une affaire de répression antisyndicale menée avec particulièrement de détermination par la direction des Aciéries du Forez. Une victoire dans la bataille importante s'il en est pour la reconnaissance des droits syndicaux.

Tout commençait en 1964, il y a 16 ans. Pierre Fleurance, comptable principal aux Aciéries du Forez (Saint-Etienne) à partir de cette date, adhéra en 1968 à la CFDT et devenait représentant syndical au comité d'entreprise. A partir de cet instant, les pressions étaient exercées sur lui par l'employeur dans un seul but : qu'il démissionne. Parallèlement, les pressions n'y faisant rien, la direction de l'entreprise saisissait l'Inspection du travail de la région, afin d'obtenir le licenciement de Pierre Fleurance. L'Inspection du travail, puis, il faut le souligner, le Conseil des Prud'hommes de Saint-Etienne, refusaient tous les deux la demande de licenciement.

MOYENS REPRESSIFS EN TOUT GENRE...

Mai 1969 : la direction des aciéries, dont on allait

s'apercevoir à l'époque qu'elle avait décidément de la suite dans les idées, tentait de mettre à la rue le responsable syndical... en l'incluant dans un licenciement collectif pour motif économique. L'accord, donné par l'inspecteur du travail, étant annulé par... le ministère du Travail le 26 septembre 1969, l'affaire paraissait décidément trop grosse, il faut le dire.

C'est une autre méthode alors qui est employée par la direction des aciéries du Forez, méthode qui n'est pas nouvelle : le responsable syndical Fleurance se voyait alors confiné dans un travail qui n'a pour ainsi dire aucune utilité pratique semble-t-il pour l'entreprise : multiplications, divisions tout au long de ses journées de travail ! Vu qu'il ne démissionne toujours pas, l'inspecteur du travail autorise enfin le licenciement de Pierre Fleurance

qui est alors exclu de l'entreprise.

Aujourd'hui, Pierre Fleurance est réintégré. Mais il aura fallu douze ans pour arriver à ce but. En douze ans, « l'affaire Fleurance » a été évoquée pas moins d'une cinquantaine de fois devant divers tribunaux. Signalons simplement trois ou quatre principales étapes sur la cinquantaine : le 10 décembre, la chambre criminelle de la Cour de cassation dénonçait l'employeur de Pierre Fleurance pour l'avoir assigné pendant un temps à une besogne risquant de le décourager et à le faire démissionner, à une besogne « inutile, absurde, ridicule, moyen de pression humiliant ayant eu pour résultat non seulement de décourager l'intéressé dont l'équilibre mental a été ébranlé, mais aussi de le déconsidérer ».

DES JUGEMENTS INTÉRESSANTS

Le 31 janvier 1975, choses importantes, le Conseil d'Etat jugeait fondée la décision du ministère du Travail (du 26 septembre 1969) qui avait refusé le licenciement approuvé dès le départ par l'inspecteur du travail. Le Conseil d'Etat montrera que Fleurance

avait bien été licencié pour motif syndical. « Le licenciement de Pierre Fleurance », devait-il déclarer, « qui a fait l'objet, depuis 1966, d'entraves répétées dans son travail et dans ses fonctions syndicales, est en rapport avec celle-ci ».

Le 1er juillet 1975, la Cour d'appel de Lyon ordonnait la réintégration de Pierre Fleurance et condamnait en plus son employeur à lui verser des indemnités. En 1976, le tribunal correctionnel de St-Etienne et la Cour d'appel de Lyon condamnaient l'employeur qui... refusera de réintégrer Fleurance.

Le 27 novembre 1979, la Chambre criminelle de la cour de cassation confirmait l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Lyon, qui condamne l'employeur de Fleurance à quinze jours de prison ferme pour licenciement irrégulier d'un délégué syndical.

Pierre Fleurance est finalement réintégré.

Il s'agit incontestablement d'une belle victoire pour la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise, et pour faire réellement appliquer le statut de salarié protégé dont bénéficient les délégués.

Richard FEUILLET

Villeurbanne

Petit et De Valence : 4e semaine de grève

Petit et De Valence est une entreprise de Villeurbanne qui fabrique et qui installe des cuisines industrielles. Elle emploie quarante ouvriers, 20 en ateliers, 20 en chantiers. Tous dépendent de la convention collective du bâtiment. Même les tôliers. Mais Petit et De Valence, ce n'est pas seulement une boîte, c'est aussi tout un symbole. En effet, le patron est l'ancien président de la chambre syndicale du bâtiment; champion du paternalisme, il paie des salaires de misère : 15,60 F pour un ouvrier qui à 33 ans de boîte ! Il divise son personnel en accordant par exemple le treizième mois au seul personnel de bureau. Comme tout patron du bâtiment, il utilise à son profit l'éparpillement des ouvriers sur les chantiers et la convention collective, qui est assez défavorable aux travailleurs.

La construction d'une section syndicale CGT a permis d'engager la lutte contre le paternalisme, et débouche aujourd'hui sur une action sur le 13e mois surtout et des augmentations de salaire.

En lutte depuis le 18 mars, les ouvriers ont choisi une forme de lutte qui permet de tenir longtemps : deux heures de grève chaque matin et désorganisation de la production. Ils ont choisi cette forme de lutte en discutant avec des gars de Prabat, boîte du bâtiment qui a mené une lutte dernièrement, qui ont vu la difficulté d'une grève totale quand la lutte est longue.

Les travailleurs se réunissent tous les matins en assemblée générale pour discuter des actions de la journée, maintenir le contact avec les chantiers, organiser la popularisation et le soutien financier. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu

de négociation sérieuse. Le patron fait du chantage à la fermeture et sa seule proposition a été 1 % d'augmentation. Ce qui a mis les gars en colère et a durci la lutte !

Jeudi 20 mars, tous ont manifesté dans la rue avec la participation de la CFDT et d'autres boîtes du bâtiment aux cris de « 1 %, ridicule ! 13e mois pour tous ! », « Roquemaurel polychrome prend garde aux manuels ! » (Roquemaurel est le genre du patron, futur directeur) « De Valence t'as pas d'chance, les ouvriers ont pris conscience ! », « Il peut payer, y en a marre d'être exploités ! », « Pradat de Valence, même combat ! ».

Aujourd'hui, les gars sont bien décidés à tenir longtemps et à obtenir leurs revendications.

Correspondant Villeurbanne

Clermont-Ferrand : conférence de presse du comité de soutien aux travailleurs clandestins

Seize jours après le début de la grève de la faim des sans-papiers turcs, le comité de soutien présidé par le MRAP et la Ligue des droits de l'homme et qui regroupe 25 organisations (deux absents de marque : le PCF et la CGT), a tenu ce vendredi 21 mars, une conférence de presse. Il s'agissait de faire le point de la situation et de dresser les inexactitudes développées par les mass-media en particulier par le journal *La Montagne* et *FR 3-Auvergne*, qui, d'ailleurs, n'avaient pas daigné se déplacer.

Le secrétaire du MRAP a rappelé les raisons qui ont poussé les travailleurs sans-papier et pour certains en France depuis 1973, à entreprendre cette action, il a aussi très justement repensé les problèmes des immigrés clandestins dans le cadre des lois Bonnet-Stoléro, « lois méprisantes et répressives » qui cherchent à piécer le maximum de travailleurs immigrés en situation d'illegalité, afin de pouvoir les expulser ensuite en toute tranquillité.

Le représentant de la CFDT a ensuite parlé des actions du comité de soutien : deux manifestations regroupant chaque fois un millier de personnes, des manifestations surprises au train forum de l'entreprise *d'Europe 1*, où une soixantaine de manifestants ont bloqué et retenu et pris à partis les députés giscardiens du coin (Môrellon), le préfet et Debatisse, président du Conseil Economique

et Social Régional. Plusieurs dizaines de milliers de tracts ont été distribués dans les entreprises ; 2 500 cartes de soutien ont été envoyées au préfet à Stoléro, au ministre de l'Intérieur.

Une délégation de l'UD-CGT est venue rendre visite aux grévistes de la faim et de nouvelles initiatives ont été prises pour renforcer l'unité d'action. Les syndicats CGT INSEE, INRA sont actuellement partie prenante dans le comité de soutien.

Un des médecins qui suit les grévistes de la faim fit le point de leur état de santé actuel. Il est satisfaisant malgré quelques petits problèmes d'infection mais à tout moment, un accident est possible. Et puisque, certains, jusqu'au préfet, mettent en doute la réalité de la grève de la faim, il fut rappelé que la perte de poids moyenne est de plus de cinq kilos, et qu'elle devrait s'accroître dans les jours qui viennent. Une let-

tre et un appel avec pétition de soutien ont été adressés à l'ensemble du corps médical de la région.

Les contacts avec les autorités n'ont rien donné à ce jour. Le préfet et la direction départementale de la main-d'oeuvre se retranchent derrière les ministres. Et l'on sait que le gouvernement, par Stoléro interposé bloque la situation en proposant de recevoir les dossiers, ce qui signifie la régularisation pour une minorité et l'expulsion pour le plus grand nombre. Le gouvernement cherche à étouffer l'affaire des travailleurs clandestins de Clermont-Ferrand, comme il cherche à étouffer ce qui se passe à Paris. D'autres affaires sont sur le point d'être mises au grand jour dans toute la France, ce qui fait peur au pouvoir. A nous de tout faire pour généraliser la lutte sur ce problème et pour court-circuiter la stratégie de pourrissement du patronat et de ses représentants.

Un appel à la solidarité a été lancé : CCP Délégation Diocésaine de l'Immigration, 1537C Clermont-Ferrand.

Correspondant CLERMONT-FERRAND

Tuileries de Marseille : mouvements pour les salaires

Deux ouvriers menacés de licenciements

Après la lutte contre les licenciements après la victoire pour imposer le fait syndical dans l'entreprise, après le succès aux élections des délégués du personnel des travailleurs et de la section syndicale CFDT, c'est aujourd'hui le

combat pour les revendications. Pas de travail le samedi, amélioration des conditions de travail, augmentation de salaire. Le lundi 17 mars, une grève de 24 h proposée par la CFDT était décidée en assemblée générale pour appuyer les reven-

dications. Le mardi, les travailleurs ont les premiers recevaient des lettres de licenciement. Aussitôt, les délégués montèrent voir la direction, et l'usine s'arrêta.

Le patron retirait les lettres à pied et le travail reprenait. Le jeudi 20, la réunion avec la direction n'apportait rien sur les revendications, et un rendez-vous est pris pour le lundi 24.

Mais samedi matin, deux travailleurs des Tuileries recevaient une lettre en vue de leur licenciement pour leur participation au piquet de grève du lundi ! Un des travailleurs, de poste ce matin samedi, s'est vu refusé le travail par son contrataire sous prétexte qu'il était licencié. Aussitôt l'ensemble de l'usine arrêtait jusqu'à ce que le travailleur ait repris son poste : la direction cédait et le travailleur reprenait son travail. Lundi prochain une entrevue préalable au licenciement doit avoir lieu. Les travailleurs font remarquer qu'ils étaient tous devant la porte et au piquet de grève de nuit, donc il n'est pas question que deux d'entre eux soient touchés. Il leur apparaît que le patron essaie après leur victoire aux élections et leur premier mouvement revendicatif, de casser la combativité et développer la peur parmi les travailleurs. Ils sont décidés à ne pas céder.

Correspondant St-Etienne

UNICEM (St-Etienne)

Une lutte longue, de harcèlement, pour les salaires

Depuis plusieurs mois maintenant, l'entreprise métallurgique Unicum (dans le quartier Soleil de St-Etienne) est en lutte permanente. Les travailleurs ont choisi une forme d'action difficile (par la cohésion qu'elle nécessite). Ils ne font plus que 35 heures par semaine, depuis le début de leur mouvement suivi à 90 % par les ouvriers de production. A coup de quarts d'heures de débrayages dans la semaine, très unis, ils mènent cette grève originale et longue, avec une grande détermination.

Cette lutte, menée avec la CGT, a des objectifs ambitieux : 600 F d'augmentation, salaire minimum à 2 800 francs et embauche.

Plusieurs réunions ont eu lieu avec la direction pour aborder dans un premier temps la question des salaires. Le 18 février, une augmentation de 3 % a été accordée. Mais la section CGT s'est trouvée devant une direction qui rejette en bloc une véritable négociation salariale et veut s'en tenir à cette seule proposition.

De ce fait, la lutte de harcèlement continue, tandis que le patron embauche des intérimaires et a recours à la soustraction.

Les métaux-CGT ont appelé au soutien contre cette attaque contre le droit de grève et pour le soutien financier à cette action de longue haleine.

Pour la solidarité : Section CGT-Unicum, 22, rue Tiblier-Vernes, 42000 St-Etienne.

Santé des détenus politiques au Maroc

Campagne nationale et internationale

Cette lettre des familles de détenus politiques est signée au Maroc par de nombreuses organisations ou associations, qui elles-mêmes les font signer par la suite à d'autres, et envoient les listes au ministère de la Justice.

LETTRE DES FAMILLES DE DÉTENU POLITIQUES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

« Etant donné les conditions de détention très dures que vivent les détenus politiques dans les prisons du Maroc, l'état de santé de la plupart d'entre eux a atteint un stade critique sans qu'aucuns soins appropriés ne leur soient dispensés. Devant l'aggravation de cette situation, nous familles de ces détenus, faisons appel aux forces démocratiques pour qu'elles luttent à nos côtés pour l'amélioration de leur alimentation et de leurs conditions de détention, pour le respect de leur droit légitime à la santé, pour la mise en place d'une assistance médicale efficace et permanente, pour l'hospitalisation de tous les prisonniers dont l'état de santé l'exige dans les plus brefs délais.

Déjà, plusieurs prisonniers sont morts, victimes des négligences du pouvoir : Zaidi Brahim, Akka der Sekko, et d'autres encore, ce qui ne fait que renforcer nos craintes actuelles.

Nous prenons à témoin la commission parlementaire constituée de médecins

d'avocats qui avaient rendu visite aux détenus politiques en 1977 à la prison centrale de Kenitra où ils avaient mené une grève de la faim de 45 jours. Or, force nous est de constater que cette commission chargée de veiller à l'application des revendications des prisonniers pour l'amélioration de leurs conditions de détention et le respect de leurs droits ne s'est jamais manifestée depuis lors, et que depuis, la situation a empiré dans les prisons. Même les prisonniers qui avaient été transportés à l'hôpital l'année dernière, et ils étaient peu nombreux, n'ont pas reçu les soins nécessaires et certains d'entre eux sont revenus à la prison après quelques jours passés à l'hôpital sans avoir reçu les moindres soins.

Devant le danger qui menace les détenus politiques des prisons de Kenitra et de Meknès, nous rappelons que le droit à la santé est l'un des droits fondamentaux de la personne humaine, dont la responsabilité incombe aux autorités. Nous demandons que tous les soins médicaux nécessaires soient apportés aux prisonniers politiques ».

Les familles des détenus politiques.

COMMUNIQUÉ

Le Comité d'échanges Maroc-Bretagne organise le mardi 1er avril à 21 heures, une soirée de soutien aux familles des détenus politiques au Maroc. Cette soirée aura lieu à la salle des conférences de la mairie de Brest. Il y aura de la musique africaine, du blues, du folk américain, et enfin un fest-noz avec Bleizi-Ruz et des sonneurs et chanteurs de la région.

Les élections présidentielles en Turquie, dans une situation de crise

Au cours des élections législatives partielles, le 14 octobre 1979, le parti du premier ministre Bülent Ecevit — Parti Républicain du Peuple, social-démocrate — avait essuyé un net échec et avait dû céder le pouvoir au Parti de la Justice (de droite) dirigé par Demirel. Depuis, la situation économique ne s'est nullement améliorée. Après les grèves d'Izmir, réprimées dans le sang par la police et l'armée, la situation sociale est toujours très tendue.

Le septennat du chef de l'Etat, M. Koruturk, s'achève le 6 avril prochain. En Turquie, le président de la République

n'est pas élu au suffrage universel, mais par la « Grande Assemblée nationale », donc quelque chose de semblable à ce que l'on appelle chez nous « les grands électeurs ». Samedi 22 mars, c'était le premier tour. Faute de candidats, il a été reporté au 25 mars. Lors de la précédente élection, en 1973, il avait fallu quinze tours pour en arriver à la désignation du M. Koruturk. Et, selon la Constitution en vigueur, nul ne peut être élu président de la République deux fois de suite.

La « grande assemblée nationale » doit désigner le président de la République, parmi ses propres membres, à bulletin secret et à la majorité des deux tiers (à partir du 3e tour la majorité absolue est suffisante). Si, jusqu'au 6 avril — fin du septennat de Koruturk — aucun candidat n'est encore élu, c'est le président du Sénat qui assurera l'intérim. Or, d'après leur nombre d'élus aucun parti ne peut avoir la majorité à lui seul.

Ce genre de scrutin a vu, depuis 1923, cinq des six présidents élus être d'origine militaire, dont Koruturk. Le « candidat » en puissance, après avoir quitté l'armée pour se présenter, est désigné comme sénateur par le chef de l'Etat. Etant alors parlementaire, il peut ainsi être élu. Pour l'instant rien n'indique que cette fois-ci ce sera encore le cas.

Dans les débats, la question de l'élection au suffrage universel est posée, surtout par des partis de droite. De plus, le « parti de la justice » qui détient actuellement le pouvoir, voudrait que les

pouvoirs du président soient étendus. Certains éléments constitutionnels gênent, paraît-il, les possibilités d'un « pouvoir fort ».

5 MOIS APRES LES LEGISLATIVES

Aux législatives d'octobre, le peuple turc avait sévèrement « puni » Bülent Ecevit. Celui-ci s'était montré incapable de résoudre les problèmes capitaux du pays, tels que l'anarchie, l'augmentation du coût de la vie et des dettes extérieures. Demirel ne s'est pas allié, ni avec son prédécesseur, ni ouvertement avec les fascistes, il a formé un gouvernement minoritaire.

Malgré les mesures prises (dévaluation de la livre turque de 48 %, augmentation moyenne de tous les prix de 200 %, nouvelles lois anti-démocratiques, licenciements massifs, etc...) le gouvernement est encore à la quête de l'aide financière de l'Europe Occidentale. Alors qu'Ankara est devenu ces derniers jours une des capitales préférées des économistes de Washington et

de Bonn, les ministres et les conseillers du premier ministre, Demirel, poursuivent leurs tournées. C'est dans les coulisses de l'OCDE, de la Banque Mondiale du FMI (Fond Monétaire International) et de la CEE (Communauté Economique Européenne) qu'on discute et qu'on prend des décisions sur le destin économique de la Turquie. Le gouvernement turc préfère compter sur l'aide économique étrangère, plutôt que sur les ressources nationales.

Il faut toutefois signaler que l'URSS s'oppose farouchement au développement des relations entre la Turquie et la CEE. Le leader social-démocrate, Ecevit, s'y oppose également.

VERS DE NOUVELLES GREVES ?

Lors des événements d'Izmir le mois dernier, — grèves et affrontements des ouvriers avec l'armée et la police — la direction du syndicat DISK (fortement influencée par les révisionnistes pro-soviétiques) a déclaré par la bouche de son

président, que son objectif dans la grève générale est de « changer l'équilibre dans notre région ». Alors que de nombreux travailleurs sont menacés dans leur emploi, et c'est pour s'opposer aux licenciements qu'ils ont fait grève et affronté les forces de répression, certains essaient de pêcher en eau trouble. Tels les dirigeants du parti révisionniste (TKP) et des groupes terroristes « de gauche » qui sèment la division et facilitent les manœuvres de l'URSS qui est très intéressée par la situation stratégique de la Turquie.

Mars et avril sont les mois de la signature des conventions collectives dans les secteurs du textile et de la métallurgie. De nouvelles grèves sont attendues et le gouvernement semblerait prêt à de nouveaux affrontements.

En somme, une situation à suivre de près.

Claude LEBRUN

Avec le peuple cambodgien

Bien des commentateurs font à juste titre un parallèle entre l'invasion du Cambodge et celle de l'Afghanistan, en « oubliant » toutefois le peuple Erythréen. Pour le peuple cambodgien, l'assistance est généralement estimée insuffisante.

De son côté, le gouvernement thaïlandais se plaint amèrement de l'inaction prolongée du secrétariat de l'ONU. La résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 14 novembre exigeait le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Celle-ci est restée lettre morte, alors qu'elle est la question fondamentale pour la survie du peuple cambodgien.

Le professeur Alexandre Minkowski, revient d'un voyage au Cambodge avec le docteur Robert de Montvalon, sans l'égide du « comité catholique contre la faim et pour le développement ». Ils considèrent qu'un « effort mondial fantastique est nécessaire », pour éviter une nouvelle famine.

Le « Mouvement Solidarité

Cambodge », issu de la Conférence mondiale de Stockholm en novembre dernier, appelle à une réunion-débat à Marseille, avec le père Jean Cardonnel dont nous publions l'« appel aux croyants » et le docteur Robert Andrei.

Claude LEBRUN

Appel aux croyants

« Je m'adresse à tous ceux qui centrent leur vie sur le fait que la puissance créatrice, d'aimer à pris corps et nous révèle l'ampleur de notre humanité. Comment ne pas être solidaires des plus niés d'entre les hommes ?

Sans rien minimiser du drame vécu par d'autres, force nous est d'affirmer qu'un peuple se trouve menacé d'extermination.

Victorieux, malgré son infériorité numérique, de l'Empire décidé à lui faire

mordre la poussière, il tient tête maintenant aux nouveaux envahisseurs, ses alliés d'hier dans le combat anti-impérialiste : je veux parler du peuple Cambodgien.

Déjà le Vietnam utilisait la lutte contre les Etats Unis pour traiter Laos, Cambodge en vassaux et préparer ainsi une Fédération indochinoise où il excercerait l'autorité souveraine.

Beaucoup d'erreurs, de crimes ont été commis sous le règne des Kmers Rouges qu'aiguillonnaient, peut-être, leurs éléments pro-vietnamiens.

MAIS L'INVASION ETRANGERE N'EST JAMAIS LIBERATRICE !

Elle prétend répondre à un appel au secours et veut croquer son assisté. Rien ne s'améliore, l'horreur dépasse l'imaginable.

Nous sommes témoins du vol qui devient meurtrier. Ce Vietnam, que récemment nous admirions, prive de la liberté le peuple cambod-

gien. Il lui vole sa nourriture et donc le tue. Pour nous, distinguer deux problèmes, l'un humanitaire, l'autre politique, est mensonger. Toute politique vraie se fonde sur l'exigence d'humanité. Sans traduction politique, l'humanité demeure idée en l'air.

Soyons preuves historiques vivantes de notre foi en l'incarnation d'un amour massivement libérateur. Comment ? Restituons aux affamés la nourriture qui leur est volée. Formons un réseau de solidarité avec les résistants à l'entreprise dominatrice. Contrainsons les animaux sauvages à lâcher leur proie, c'est-à-dire à découvrir leur propre humanité perdue.

Plus de conquête ! Qu'advienne un rapport vrai d'homme à homme, d'homme à femme, de femme à homme, de peuple à peuple, d'égal à égal ! »

Jean Cardonnel, dominicain, participant à la Conférence mondiale de Stockholm

MOUVEMENT SOLIDARITE CAMBODGE

9, Rue du Sud - 13001 Marseille



AVEC LE PEUPLE CAMBODGIEN

- pour le retrait des troupes étrangères.
- pour la paix et l'indépendance

REUNION - DEBAT avec Jean CARDONNEL dominicain

JEUDI 27 MARS 20h 30 SALLE DE L'ALHAMBRA 334, Bd. Chave - 13005 Marseille

Pour les demandes d'adhésion, écrire à : MOUVEMENT SOLIDARITE-CAMBODGE Conférence mondiale de Stockholm Mme Lamiral, BP 22 94800 Villejuif

Le congrès 1980 du MRAP (Mouvement contre le Racisme pour l'Amitié entre les Peuples)

«Lutter contre le racisme d'Etat, le racisme de crise avec la force et le sensationnel du J'accuse de Zola»

Le ciel était gris ce samedi 23 mars à Paris où se tenait le congrès 1980 du MRAP. Le printemps tardait à venir. Un temps à l'unisson de la crise, crise au cours de laquelle s'aggrave le racisme, où les menaces contre les travailleurs immigrés s'amoncellent où on assiste à une résurgence des idées et des théories qui ont amené l'holocauste et la deuxième guerre mondiale. Dans ce contexte, le congrès du MRAP prenait une importance particulière, dans la mesure où il a réaffirmé sa volonté de lutter à tous

C'est à Pierre Paraf, président du MRAP, militant infatigable du combat contre le fascisme, ancien compagnon d'Henri Barbusse que revenait l'honneur d'ouvrir le congrès. Le rapport du Bureau national fut présenté par Albert Lévy, secrétaire général du MRAP. Il a montré avec force l'aggravation du racisme sous toutes ses formes liées à l'aggravation de la crise économique et à la nécessité pour les dirigeants actuels de trouver des boucs émissaires et de diviser le peuple.

Avec de nombreux exemples, il a montré la recrudescence des actes antisémites de la part des groupus-

cules fascistes et néo-nazis. Les attaques contre les travailleurs immigrés en France se multiplient, il s'agit pour le pouvoir de les désigner comme les responsables de la crise et du chômage, notamment avec l'argument du choc pétrolier. Les pays et les peuples du tiers monde sont victimes des mêmes attaques qui visent à leur faire porter le chapeau de la crise.

COMBATTRE LE RACISME D'ÉTAT

Un des objectifs définis par Albert Lévy : le combat contre le racisme d'Etat. Ce racisme que sécrète de façon pernicieuse le pou-

voir quand il explique que «la situation a changé et que les conditions de l'immigration ne sont plus les mêmes». Cette situation que Lévy résume dans cette phrase «le racisme de crise a nettement pris le contours d'un racisme d'Etat». Actuellement, l'Etat se dote d'un arsenal de lois destinées à réprimer et à expulser les travailleurs immigrés, ce sont les lois Barre-Bonnet-Stoléru, ce sont les lois IMPOSANT la limitation des inscriptions aux étudiants étrangers dans les facultés. Plus récemment, la loi sur le fichage informati-

que des étrangers connecté avec celui des personnes recherchées, comme sous

l'occupation. Maintenant, se profile le projet de loi d'Ornano, qui vise à faire des travailleurs immigrés une catégorie particulière d'assistés dénués de tout droit. En termes très vifs, Albert Lévy a parlé du «vent furieux de xénophobie qui souffle aujourd'hui dans la législation». On veut «faire des immigrés, ces quatre millions d'hommes, de femmes

toutes les formes de racisme». Dans le même temps, le pouvoir se dote d'un arsenal d'idées visant à justifier sa politique raciste, c'est l'action du GRECE et de la Nouvelle Droite, qui développent les thèses du «racisme biologique», thèses qui rappellent fortement la doctrine nazie.

LES ETOILES VERTES

C'est pour protester contre les contrôles d'identité racistes dans le métro à Paris que le MRAP a lancé sa campagne «Etoile Verte». Cette étoile verte, a été diffusée à 50 000 exemplaires pour protester contre des contrôles aussi odieux

la ségrégation dont sont victimes les Tziganes, les fils du vent, un combat contre l'apartheid ; actuellement, le MRAP mène une campagne pour sauver James Mange, militant nationaliste noir condamné à mort en Afrique du Sud. Que ce soit la répression des juifs en URSS ou de Gary Tyler aux USA, le MRAP mène le combat au niveau international.

Le MRAP a réaffirmé son soutien à la lutte du peuple d'Erythrée. «Nous pensons aussi que les révolutions ne s'exportent pas (...). C'est à chacun des peuples concernés qu'il appartient en fin de compte de se libérer selon sa conscience, et sa volonté, et de déterminer

Le «seuil de tolérance» : pour interdire l'accès des travailleurs immigrés aux équipements sociaux

Janine Ponty, maître assistant à l'université de Paris Nord devait présenter un exposé intitulé «cent ans d'histoire des travailleurs immigrés en France ou un siècle d'incompréhension». Empêchée par la maladie, elle fut remplacée par Véronique Dereder, sociologue au CNRS qui traita le thème «Relations interethniques et seuil de tolérance». Dans la situation de crise économique et de restructuration, il y a actuellement arrêt de l'immigration et mise en place d'un arsenal législatif contre les travailleurs immigrés. Déjà dans les années 1930, on avait assisté à l'expulsion des travailleurs syndiqués et des militants politiques. En 1932 une loi interdisant l'accès des étrangers aux professions de médecins et d'avocats avait été votée. Mme Dereder devait parler de «situation à l'Américaine» pour qualifier la présence d'une communauté de travailleurs étrangers implantée de longue date en France et pour longtemps. Le seuil de tolérance reflète une attitude à sens unique, une attitude de rejet. Ce seuil de tolérance sous tend l'idée qu'il y aurait une population «française» homogène, que les étrangers et les immigrés devraient s'adapter à la population dite autochtone et jamais l'inverse. Comme si il ne devait pas y avoir une interaction entre les diverses nationalités qui cohabitent.

Le seuil de tolérance

résumé à 15 % par ceux qui l'utilisent) rappelle la stratégie du bouc émissaire utilisé dans l'Allemagne nazie pour rejeter la responsabilité de la crise sur les juifs. Selon Mme Dereder, cette théorie du seuil de tolérance a pu se développer bien sûr à cause de la crise économique, mais aussi au moment de la divulgation des expériences de greffes du cœur et de rejets immunologiques de l'organe greffé. Il y aurait donc un groupe national qui serait agressé, groupe national considéré comme un être vivant, comme un corps biologique. Les travailleurs immigrés seraient considérés comme un organe étranger qu'on voudrait greffer sur ce corps et qui occasionnerait un rejet. Cette théorie fondée non sur une analyse mais sur des amalgames et des analogies est pour le moins suspecte. Comme devait le démontrer l'oratrice, ce «fameux seuil de tolérance» n'a jamais été établi scientifiquement. Il nous vient, comme bien d'autres théories racistes, des Etats-Unis où des enquêtes auraient été faites pour prouver qu'au delà de 10 % de population noire, il y avait formation d'un ghetto dans une ville. Ce qui revient à expliquer quantitativement des phénomènes d'origine sociale. Cette notion fallacieuse a été introduite pour la première fois en France en 1953 par un sondage réalisé sur une grande

échelle par l'Institut National d'Etude de Démographique (INED). Les questions étaient basées sur ce schéma «A partir de quel nombre d'élevés étrangers dans une classe enlèveriez-vous votre enfant de l'école, à partir de quel nombre d'étrangers quitteriez-vous votre immeuble, votre quartier etc.»

D'autres sondages ont été réalisés plus subtils mais non moins suspects. Cette approche quantitative qui se veut scientifique empêche de réfléchir sur les causes du racisme et de l'immigration. Elle introduit une réponse quantitative «trop c'est trop» comme on peut le voir avec la campagne odieuse de Lepen. En définitive, le but de ce seuil est de faire passer le racisme comme un phénomène naturel de rejet de quelque chose d'extérieur. A travers ce seuil, on veut dénier au travailleur immigré le droit à la reproduction de sa force de travail ; on ne parle jamais de seuil de tolérance pour les chaînes de Renault où il y a 80 % d'immigrés ; on parle toujours de seuil de tolérance pour les écoles, les logements, les hôpitaux, etc... Le but est clair, il s'agit d'interdire l'accès des travailleurs immigrés aux équipements sociaux auxquels ils ont droit pour diminuer encore un peu plus le coût de la reproduction de leur force de travail.

Le racisme biologique

Dès son congrès de 1977, le MRAP attirait l'attention sur l'offensive du racisme prétendument biologique venu des Etats-Unis et propagé en France par le GRECE. Au cours de 2 colloques organisés à Paris, l'un le 10 juin 1978, l'autre le 15 décembre 1979 le MRAP a démonté la mystification des «penseurs» de la «Nouvelle droite» qui cherchent à maquiller les vieux slogans et les vieux mythes du nazisme. Dans un exposé très clair intitulé «L'idéologie raciste des théories du GRECE aux préjugés quotidiens». Colette Guillaumin, sociologue au CNRS a donné les lignes forces de ces théories qui ne sont pas nouvelles. Elle a parlé de la réapparition systématisée d'une certaine idéologie, d'une certaine façon de penser les rapports entre les gens. Cette idéologie pernicieuse considère qu'il y a entre les individus des différences de natures. Il s'agit, a-t-elle poursuivi, du ressurgissement d'idées du siècle dernier qui ont connu leur plein épanouissement sous le nazisme. Cette idéologie est propre aux pays industrialisés et aux plus industrialisés des pays en voie de dé-

veloppement. Aux USA : c'est dans ce pays que se mènent le plus de recherches autour de la notion d'intelligence et d'hérédité.

En URSS les Soviétiques poussent leurs recherches sur la déviance, sur l'origine naturelle du désordre mental et sur les causes génétiques de la schizophrénie.

En Inde depuis 15 ans on assiste à une reprise des théories racistes classiques, sur les différences de nature raciale par les groupes dominants. Il y aurait une différence de nature (biologique) entre les groupes dominants et les groupes dominés qui justifierait l'existence des Brahmanes d'un côté et des parias de l'autre. Colette Guillaumin a retracé les étapes de ce ressurgissement.

Une des idées forces du GRECE est l'agression mis en avant par Lorenz le fondement, la pulsion primaire de l'homme serait l'agression et la violence. Nietzsche aussi est l'enfant chéri de la Nouvelle Droite parce qu'il a mis en avant les notions de

violence et de supériorité. Eysenck et Jensen sont souvent invoqués à l'appui de l'idée que l'intelligence était inégalement répartie entre la classe bourgeoise et les travailleurs, l'autre a tenté de faire la même démonstration aux USA avec les noirs et les blancs. Ils mettent en avant les vertus de la compétition, de l'agression et de la rivalité interindividuelle, ou entre certains groupes sociaux. On assiste au retour d'un aristocratisme non plus au niveau du groupe social mais au niveau de l'individu. Selon ces gens ce sont les meilleurs, au sens biologique et génétique du terme qui dominent dans la société, c'est la domination des plus forts. L'autre grand thème invoqué par le GRECE est celui des racines et des indo-européens et la notion d'une prétendue dite race (blanche) qui serait supérieure. Il s'agit pour eux de donner de l'ordre social une explication qui lui est extérieure : l'existence d'une élite biologique dont l'intelligence serait héréditaire. Les gens du GRECE ont violemment pris à partie le MRAP pour son action anticraciste.

et d'enfants, une catégorie de parias, taillables et corvéables à merci, sous surveillance perpétuelle, interchangeable si besoin est».

Sur un autre front, le racisme antisémite connaît un certain développement qui ne lasse pas d'inquiéter : les profanations des cimetières juifs, de synagogues se multiplient, le groupe Peiper a, par 9 fois, agressé le MRAP, mais aussi «Le Matin», et «Le Monde». «Le racisme tueur en France», a dit Albert Lévy poursuivant ainsi : «Le développement de la xénophobie officielle va de pair avec la mansuétude envers

que ceux qui frappaient les israéliites sous l'occupation.

Si le racisme d'Etat se renforce, l'action du MRAP aussi. Il compte à ce jour presque 100 comités locaux. Il développe une action juridique pour faire appliquer la loi contre le racisme votée en 1972. A chaque agression ou acte raciste, le MRAP, avec d'autres organisations, organise des manifestations de masse pour protester. Par le biais du mensuel *Droit et Liberté*, le MRAP mène le combat sur le terrain de l'information. Ce combat a plusieurs axes contre l'antisémitisme, le racisme, mais aussi contre

ensuite souverainement son destin». Le combat pour l'amitié entre les peuples passe nécessairement par la lutte contre le pillage des ressources du tiers monde, et pour un nouvel ordre économique international. Tels sont les axes du MRAP au niveau international.

Malgré les nuages et la crise, les militants du MRAP semblent prêts à développer la lutte anticraciste avec la «force et le sensationnel du J'accuse de Zola», comme l'affirmait un militant à la tribune.

Léon CLADEL

«IL FAUT ARRÊTER L'AGRESSEUR SOVIÉTIQUE»

Interview du dissident soviétique Léonid Pliouchtch

Interrogé par nous sur la situation internationale Léonid Pliouchtch tient à souligner la gravité des dangers de guerre aujourd'hui ; il estime contrairement aux affirmations de la propagande soviétique, que la Chine ne menace nullement la paix mondiale, tandis que l'URSS mène une politique dangereusement agressive. Ces appréciations ainsi que celles qu'il porte sur les conditions de la lutte contre le régime en URSS aujourd'hui présentent un intérêt certain.

Dans ses réponses à nos questions sur la situation internationale, Léonid Pliouchtch a tenu toutefois à donner, en préliminaire, sa position, sur la situation intérieure en Chine affirmant : « Nous dissidents, tenons à nous opposer à tout goulag, dans quelque pays que ce soit, quelles qu'en soient les motivations ou l'idéologie ». Il déclare : « En Chine, il y a des camps. Je suis persuadé qu'il est impossible de construire quoi que ce soit à l'aide du goulag. C'est très important, et en agissant ainsi, la Chine se porte préjudice. Il y a eu un début de libération, l'année dernière, et, malheureusement cela a été

stoppé par la suite, avec ce récent procès contre un auteur du samizdat puis, aujourd'hui, la fermeture du mur de la démocratie ».

Pliouchtch ajoute : « Cela m'a été confirmé par une délégation d'Ukrainiens vivant en Amérique et au Canada, qui s'est rendue en Chine en 1979 : ils n'étaient pas persuadés que c'était plus démocratique qu'en URSS. En fait, c'est bien sûr, plus démocratique, mais, il y a néanmoins beaucoup d'indices de non-démocratie ».

Il va de soi que la démarche de Pliouchtch pour apprécier globalement la situation intérieure en Chine n'est pas la nôtre et que nous sommes en total désaccord avec tout point de vue tendant à donner de la marche en avant du peuple chinois pour la construction du socialisme depuis trois décennies et des immenses progrès ainsi obtenus, une vision essentiellement négative.

Les déclarations de Léonid Pliouchtch sur la situation internationale et la situation en URSS, dans le cadre de l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, et qui était consacré à ces questions, retiennent ici notre attention.

Propos recueillis
par Joëlle FECLAZ
et
Nicolas GUILLOT

► Léonid Pliouchtch, comment appréciez-vous la situation internationale après l'agression soviétique contre l'Afghanistan ?

Je suis persuadé que la guerre d'agression de l'Union Soviétique, dans cette région, a débuté quand le Vietnam satellite a envahi le Cambodge et l'a placé sous sa dépendance. Nous l'avons dénoncé, car c'était déjà une tentative, de la part de l'Union Soviétique, pour installer, petit à petit, une domination ouvertement impérialiste. Mais nous ne pouvons pas, en même temps que nous protestons contre l'occupation du Cambodge, ne pas parler de ce qu'y avait fait Pol Pot. Pour nous, le problème des droits de l'homme et celui de l'indépendance sont inséparables. L'indépendance d'un pays est une condition du respect des droits de l'homme.

C'est aussi ce que confirment les événements d'Afghanistan. Dès que l'Union Soviétique a commencé à soutenir le régime Taraki, elle y a développé la terreur et le goulag. Puis, après Taraki, ce fut la même chose sous Amin, et aujourd'hui avec le nouveau gouvernement.

«QUI EST L'AGRESSEUR ?»

Quand j'étais en Union Soviétique, je croyais la propagande officielle, qui disait que la Chine représentait un danger pour l'Union Soviétique. Aujourd'hui, je sais que ce n'est pas vrai. Qui est l'agresseur, qui est responsable de la guerre ? Evidemment, ce n'est pas la Chine. Il est très important d'affirmer que l'agresseur est l'Union Soviétique,

qu'elle prépare une attaque contre la Chine, à travers le Vietnam, le Cambodge, et maintenant la Thaïlande menacée par les troupes vietnamiennes. Il s'agit d'un encerclement de la Chine : ils ont d'abord essayé de mettre la main sur la Corée, ils sont aujourd'hui au Vietnam, au Laos, au Cambodge, et peut-être demain en Thaïlande. Et c'est maintenant l'Afghanistan et des menaces en direction du Pakistan. C'est pourquoi, si aujourd'hui, on n'arrête pas l'Union Soviétique, cela peut signifier le début de la troisième guerre mondiale. Et sur ce point, je partage entièrement le point de vue du gouvernement chinois : il faut arrêter l'agresseur soviétique.

Il y a actuellement un danger terrible de troisième guerre mondiale. L'agresseur est l'Union Soviétique et il faut absolument l'arrêter et la forcer à se retirer d'Afghanistan. Mais, avant de s'en aller, l'Union Soviétique entend bien installer solidement le régime à sa solde. C'est pourquoi, il ne faut pas seulement exiger le retrait d'Afghanistan, mais aussi des élections libres, sous la surveillance de l'ONU. N'oublions pas ce qui s'est passé avec Fidel Castro. Fidel Castro a essayé d'être indépendant, mais l'Union Soviétique se l'est attaché grâce à une énorme assistance économique. Ils peuvent faire la même chose en Afghanistan, pour y installer un nouveau satellite. Evacuation des troupes soviétiques et élections libres sous contrôle de l'ONU, c'est la seule garantie pour que l'aventure afghane ne se transforme pas en troisième guerre mondiale.



Pliouchtch (à droite) en compagnie de Boukovski.

► Selon toi, quel jeu jouent les Etats-Unis, dans tout cela ?

Le boycott que propose Carter n'est pas notre boycott. Ce n'est pas un boycott pour la défense des droits de l'homme, car cela n'intéresse pas Carter. C'est une simple affaire entre gouvernements. Evidemment, cette position est intéressante du point de vue de la guerre ou de la paix, mais pas du point de vue des droits de l'homme. Quand nous défendons le boycott, quelle que soit sa forme, nous avons d'autres motifs. Pour nous, on ne peut pas séparer le problème des droits de l'homme et celui de la paix. En ne prenant pas en compte le problème des droits de l'homme en URSS, Carter a encouragé l'occupation de l'Afghanistan, car, pour nous, dissidents, l'occupation de l'Afghanistan, c'est le prolongement de la dictature dans notre pays.

A mon avis, il faut soutenir toute action résolue de Carter, non pas des actions agressives, mais des actions dures, pour forcer, par le boycott économique, par le boycott technologique ou sportif, l'Union Soviétique à évacuer l'Afghanistan. Si Carter annonce aujourd'hui une action dure et forte, et qu'ensuite il hésite, alors là, il encourage l'Union Soviétique à aller plus loin. Quand le Vietnam est rentré

au Cambodge, seule la Chine a combattu pour l'indépendance du Cambodge : ni l'Amérique, ni l'Angleterre, ni la France, ni l'Allemagne, ne sont intervenues contre cette occupation. Et l'Union Soviétique a compris qu'elle pouvait aller plus loin.

Si aujourd'hui, Carter et d'autres gouvernements ne se montrent pas durs, alors l'Union Soviétique ira plus loin. Au Pakistan, en Iran, où il y a une situation très compliquée que l'URSS peut utiliser à sa faveur, par exemple les contradictions nationales : jouer les Kurdes contre les Iraniens, ou si besoin est, au contraire, les Iraniens contre les Kurdes. C'est la même chose en Turquie où la situation est très tendue.

Mais il s'agit là d'affaire entre gouvernements, et ONU. Et je pense que les gouvernements sont souvent inconséquents, et il faut se battre contre cela.

«LA DETENTE A ETÉ UNE TROMPERIE»

Il apparaît que, jusqu'à présent, ils ne l'ont pas fait. Je

pense qu'ils commencent à comprendre la menace que représente la politique soviétique. La détente a été une tromperie, et la politique occidentale, une succession de redditions. A Belgrade*, l'occident s'est alignée sur la position soviétique, qui était très dure. Je n'ai aucune confiance en Carter. Peut-être les circonstances vont-elles le contraindre, lui et d'autres gouvernements occidentaux, à faire quelque chose ? Mais je ne crois pas que les gouvernements occidentaux seront conséquents, et, à mon avis, il faut que l'opinion internationale se batte.

* Pliouchtch fait ici référence à la Conférence de Belgrade tenue en automne 1977, au cours de laquelle les pays signataires des Accords d'Helsinki devaient faire le bilan de l'application de ces accords, entre autres sur la question des droits de l'homme. Une nouvelle conférence de ce type doit s'ouvrir dans les mois qui viennent à Madrid.

Le combat, inlassablement

Léonid Pliouchtch né en 1939 dans une famille de travailleurs est Ukrainien. Jeune Komsomol, il réussit de brillantes études de mathématiques. En 1969, il est licencié de son institut de mathématiques pour avoir protesté contre le procès Guinzbourg-Galanskov. En 1969, il est du nombre des fondateurs du « Groupe d'Initiative pour la défense des droits civiques » et signe en tant que tel le premier document de ce groupe, un appel à la Commission des Droits de l'homme de l'ONU. Il est alors licencié de son emploi de brocheur, mais n'arrête pas pour autant de se battre. Le 15 janvier 1972, il est arrêté pour « agitation et propagande antisoviétique » et interné en 1973 à l'hôpital psychiatrique de Dniepropetrovsk. Soumis à la torture psychiatrique par une chimiothérapie intensive censée le soigner pour une prétendue « schyzo-phrénie à type paranoïde », il refuse toute compromission. Une vaste campagne internationale l'arrache à sa prison psychiatrique. Le 11 janvier 1976, il arrive à Paris avec sa famille.

Ce combat que Pliouchtch avait commencé au nom de la « défense des droits de l'homme », mais aussi, en tant qu'Ukrainien, au nom de la reconnaissance des droits nationaux, il le continue inlassablement depuis sa libération. Il continue à le mener aussi en tant qu'intellectuel, se référant toujours au marxisme.

Demain,
la suite de cette interview